

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10^{er} AVRIL 1902.

Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1902⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. Henry DELVAUX.

MESSIEURS,

Les dépenses prévues par le budget de la guerre pour l'exercice 1902 sont en diminution, sur les dépenses de l'exercice 1901, de 133,945 francs.

Les dépenses ordinaires se balancent. En effet, le budget prévoit les augmentations suivantes :

ART. 2. — Augmentations normales de traitements accordés à des employés civils : 12,900 francs.

ART. 12. — Mise en rapport des crédits demandés pour la solde et les accessoires de l'artillerie avec les dépenses correspondantes en 1900 : 63,000 francs.

ART. 13. — Idem pour le génie — frais de bureau : 19,600.

ART. 14. — Idem pour le bataillon d'administration — deux sœurs hospitalières attachées à l'hôpital militaire d'Ypres : 11,800 francs.

ART. 15. — Augmentation du prix de la journée d'entretien dans les hôpitaux : 61,200 francs.

ART. 23. — Entretien et réparations à effectuer aux bâtiments du service du couchage : 10,875 francs.

ART. 26. — Dépenses occasionnées par l'entretien des harnachements des régiments montés : 53,000 francs.

ART. 28. — Modification dans l'éclairage et le chauffage des corps de garde et de locaux chauffés pour compte de l'État : 20,000 francs.

(1) Budget, n° 4, IX.

(2) La section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. HENRY DELVAUX, DESMAISIÈRES, PETIT, HUBIN, VERSTEYLEN, PITSAER.

ART. 33. — 1° 6,000 francs de majoration pour les dégats causés aux propriétés et aux cultures par les troupes manœuvrant à proximité des garnisons; 2° Majoration de 3,800 francs pour l'acquisition de drapeaux aux sociétés d'anciens militaires. En total : 9,800 francs.

Les dépenses ordinaires sont donc majorées de 262,175 francs.

Mais, d'autre part, elles sont diminuées de pareille somme, se décomposant comme suit :

ART. 6. — Mise à la pension d'un lieutenant-général maintenu temporairement en activité : fr. 19,907-50.

ART. 24. — Diminution résultant d'une nouvelle détermination du nombre de journées de marche et de séjour dans les hôpitaux, ainsi que des sommes à déduire pour les petites permissions accordées aux hommes. Les nouvelles évaluations concordent avec les renseignements fournis par les corps et par les revues de comptabilités de 1900 : fr. 242,267-50.

Total : 262,175 francs.

Les dépenses exceptionnelles sont en diminution sur le crédit alloué en 1901 de 133,945 francs; elles sont, pour le présent exercice, de 6 millions de francs, contre 6,133,945 francs en 1901. Ces 6 millions se décomposent comme suit :

ART. 34. — Appropriation de tirs : 50,000 francs.

ART. 35. — Église du camp : 140,000 francs.

ART. 36. — Achat d'un terrain et construction d'un bâtiment pour le service de la Commission d'expertise : 300,000 francs.

ART. 37. — Routes militaires de Liège et de Namur : fr. 216,694-13.

ART. 38. — Agrandissement de la boucherie militaire d'Anvers : 142,000 francs.

ART. 39. — Armement : 1,335,500 francs.

ART. 40. — Achat d'un terrain nécessaire à l'érection d'un magasin de fourrages à Bruges : 35,000 francs.

ART. 41. — Amélioration de casernement : 1° fr. 3,478,005-87 pour la continuation des nouvelles constructions en cours, notamment à Bruxelles, Anvers, Mons, Tournai, Liège, Gand, Courtrai et Namur, et 2° 250,000 francs pour travaux d'amélioration aux casernes existantes, ensemble 3 millions 728,005-87.

ART. 42. — Approvisionnements d'outils et d'appareils pour la première ligne des forts à Anvers : 14,000 francs.

ART. 43. — Acquisition d'un polygone pour travaux de campagne à l'usage des troupes casernées à la citadelle de Liège : 17,000 francs.

ART. 44. — Compléments d'armements et acquisitions relatives aux tirs et à l'éclairage électrique dans les ouvrages de la Meuse : 42,000 francs.

En total : 6 millions de francs.

La discussion du budget de la Guerre a été sommaire dans les sections et au sein de la section centrale.

Les sections se sont montrées très sobres d'observations. La 1^{re}, la 3^e et la 6^e n'en ont formulées aucune. La 5^e s'est bornée à demander à quel point en était le renouvellement de l'artillerie de campagne.

Les observations de la 2^e et de la 4^e sections portent notamment sur : l'inscription au budget de la guerre du traitement des officiers qui se trouvent au Congo ; sur l'allocation de deux mois de traitement aux officiers mis à la retraite ; sur la réforme des cadres ; sur la réorganisation de l'intendance et l'opportunité de faire appel à la concurrence de l'industrie privée, en favorisant toutefois les produits nationaux ; sur la réduction, voire même — au vœu d'un membre de la Chambre — la suppression de la dot exigée pour le mariage des officiers ; sur la sévérité de la discipline militaire et la disproportion entre les délits commis par les soldats et la répression qui les suit ; sur les indemnités à accorder aux soldats qui deviennent malades au service ou qui y voyent se développer des maladies dont ils étaient atteints précédemment ; enfin, sur la suppression de la note ajoutée aux articles 6 à 14, en vertu de laquelle le Département de la Guerre peut faire des virements entre ces différents articles.

* * *

La brièveté de cet examen s'explique par cette double considération que, d'une part, la présente session doit être écourtée pour le renouvellement partiel de la Chambre, que, d'autre part, la nouvelle loi de milice amènera des modifications dans le budget de la guerre du prochain exercice.

Il n'est pas sans intérêt de noter à cette occasion que la loi nouvelle a tenu compte des observations, diverses fois répétées par la section centrale du budget de la Guerre, et demandant avec instance que des mesures sérieuses soient prises pour assurer un meilleur recrutement du cadre inférieur.

C'est ainsi que, en 1899, le rapporteur de la section centrale s'exprimait à la Chambre en ces termes :

« Nos officiers ont autant de science que de zèle et nos soldats sont pleins d'endurance. Mais il ne suffit pas d'avoir de bons officiers et de bons soldats ; il importe au premier chef d'avoir de bons sous-officiers. Or, à cet égard, il reste beaucoup à faire ; je n'en veux pour preuve que le rapport présenté l'an dernier par M. L. Visart de Bocarmé, dont personne ne contestera la haute compétence.

« Le recrutement des sous-officiers, déjà fort difficile, disait-il, menace de devenir impossible. »

Les sous-officiers se recrutent surtout parmi les volontaires. Or, j'ai déjà eu l'occasion de déclarer qu'on n'a rien fait pour encourager le volontariat.

Le rapport de la section centrale disait de même en 1900 :

« Le recrutement et la situation des sous-officiers est une seconde et très importante question qui réclame, elle aussi, un prompt examen. Ceux qui appartiennent à l'armée et ceux qui s'intéressent à elle sont unanimes à

reconnaître qu'il faut apporter à la situation des sous-officiers des modifications radicales.

C'est ainsi, nous l'avons démontré déjà, que l'intérêt même de l'armée se lie intimement aux encouragements à donner au volontariat.

Presque tous les sous-officiers, et les meilleurs de ceux-ci, sont choisis parmi les volontaires.

En prenant de sérieuses mesures pour augmenter le nombre de volontaires, M. le Ministre de la Guerre obtiendrait donc un double résultat : Il donnerait satisfaction à ceux qui, très nombreux, voudraient voir croître le chiffre des soldats volontaires et restreindre celui des soldats contraints, et d'autre part, il procurerait aux commandants de compagnie des éléments meilleurs et plus nombreux pour faire choix de sous-officiers.

Divers moyens ont été signalés pour provoquer de nouveaux enrôlements volontaires ; l'un des plus efficaces serait assurément d'accorder aux volontaires du contingent une rémunération correspondante à leur temps de service.

Cette question relève de l'Administration des Finances. A défaut par celle-ci de proposer une solution à la Chambre, l'initiative parlementaire s'en chargera, vraisemblablement sous peu.

Un autre moyen de favoriser le volontariat est de réduire la durée de l'engagement.

Quant aux mesures qui tendent à conserver à l'armée les services des sous-officiers en fonctions, la section centrale rappelle à M. le Ministre : la rémunération correspondante à leur ancienneté et à leur situation, les primes de réengagement, les facilités pour contracter mariage, l'amélioration du logement des sous-officiers mariés, ou l'allocation d'une indemnité de logement, l'accessibilité rendue plus aisée à ceux qui sont en mesure d'acquérir l'épaullette, etc., etc.

La situation des sous-officiers a, d'ailleurs, préoccupé l'honorable Ministre.

Nous avons été heureux d'apprendre qu'aussitôt arrivé à la tête du Département, il s'était adressé aux chefs de corps, pour connaître leur sentiment sur les mesures à prendre.

Ces bonnes intentions sont confirmées par cette réponse faite à la question de la Section centrale :

Le Département de la Guerre a-t-il, depuis la discussion du Budget de 1899, pris quelques mesures favorables aux sous-officiers ?

» M. le Ministre veut-il indiquer ce qu'il se propose de faire en ce sens ? »

Réponse.

« Aucune mesure importante n'a été prise en 1899 concernant l'amélioration de la position des sous-officiers, mais, dès mon arrivée à la tête du Département de la Guerre, tout ce qui peut s'y rattacher a été mis à l'étude. Les autorités militaires compétentes ont été consultées et leurs propositions font l'objet d'un examen attentif.

» Cet important problème, on le comprendra, ne peut être résolu à bref

délai et il serait téméraire d'entrer dès à présent dans le détail des mesures générales auxquelles on tend. »

En 1901, la section centrale insistait à nouveau en demandant ce que coûterait au Département de la Guerre l'extension à tous les sous-officiers mariés de l'indemnité de logement ? et quels sont les motifs qui s'opposent à la création d'une caisse de pension pour les veuves et les orphelins des sous-officiers de carrière ?

La loi nouvelle en assurant des avantages sérieux aux volontaires augmentera dans de considérables proportions le nombre d'aspirants sous-officiers.

Les chefs de corps, se trouvant en présence de candidats plus nombreux et meilleurs, disposeront d'un choix qui souvent leur fait défaut aujourd'hui et ils pourront ainsi opérer le recrutement du cadre inférieur dans des conditions beaucoup plus favorables.

La section centrale estime que, sous ce rapport, il a été donné largement satisfaction à ses desiderata antérieurs et elle ne doute pas que la législation nouvelle amène d'heureux résultats pour l'armée.

*
* * *

Au sein de la section centrale, une discussion s'est ouverte sur la note qui permet les transferts. Un membre en a demandé la suppression ; divers autres ont fait observer que cette question avait été précédemment tranchée.

En 1900, en effet, la section centrale avait posé la question suivante :

« Le rapport d'une section demande d'augmenter le nombre des articles du budget, afin de pouvoir contrôler davantage les dépenses diverses.

« Un membre s'est plaint de ce que les dépenses énumérées au Budget ne sont pas expliquées d'une façon suffisante ; il estime que réellement c'est un abus de faire voter le Budget dans ces conditions ; il se plaint aussi que, dans l'emploi des fonds, tout n'est pas assez justifié. »

Réponse.

« Lors de la discussion du budget de la Guerre pour 1899, la Chambre a rejeté un amendement ayant pour objet de transformer en articles distincts chacun des littéras subdivisant actuellement les articles relatifs au traitement et à la solde des troupes.

Le Budget de la Guerre est établi conformément à l'arrêté royal du 19 février 1848 réglant la forme des budgets. Les évaluations sont faites par branches de service auxquelles correspondent les articles.

» En ce qui concerne le développement des articles en littéras et autres subdivisions, qui n'ont d'autre but que d'éclairer la Législature dans l'appréciation des crédits demandés, le Département de la Guerre exagère, peut-on dire, l'observance des prescriptions réglementaires. »

Un autre membre ajoute que la Cour des Comptes permet une vérification minutieuse, et il n'a plus été insisté.

*
* * *

Il a été demandé, d'autre part, pourquoi les sous-officiers, caporaux et

soldats renvoyés à leur foyer ne reçoivent pas une indemnité analogue à celle qui est allouée actuellement aux officiers mis à la retraite.

L'honorable membre qui produit cette motion ajoute d'ailleurs ne point critiquer cette dernière disposition, mais en demander l'extension.

La section centrale a posé, à ce sujet, la question suivante au Gouvernement :

Sur quel article du budget se prélève la somme nécessaire à donner l'indemnité de deux mois de traitement aux officiers mis à la retraite? Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il y aurait lieu d'étendre cette mesure en accordant une indemnité aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats qui ont fini leur temps de service?

En voici la réponse :

Ces indemnités sont imputées à l'article auquel ressortit l'arme ou le service dont fait partie l'officier intéressé.

Depuis plusieurs années les militaires, en-dessous du grade d'officier, mariés ou veufs avec enfants, admis à la pension, peuvent obtenir une indemnité pour faire face aux frais d'une nouvelle installation.

L'extension prochaine de la rémunération aux volontaires et aux rengagés aura pour effet la constitution, à la Caisse d'épargne, d'un pécule, dont les possesseurs pourront éventuellement user lors de leur départ de l'armée.

Relevant le débat soulevé dans la deuxième section au sujet de l'intendance, la section centrale a demandé au Gouvernement d'abord :

Le Département de la Guerre ne se propose-t-il pas de réorganiser l'intendance? Le plan de réorganisation est-il arrêté? Monsieur le Ministre veut-il bien le communiquer à la section centrale?

Il a été répondu que le département de la Guerre ne se propose pas de réorganiser l'intendance. Il a mis à l'étude une autre répartition des cadres et l'attribution de nouvelles fonctions aux membres du personnel actuel.

Ensuite :

La fabrique de conserves militaires d'Anvers donne-t-elle des résultats satisfaisants? Quelles sont les raisons pour lesquelles le département de la Guerre ne préfère pas recourir à la libre concurrence entre les fournisseurs civils?

Voici la réponse :

Les produits de la fabrique de conserves militaires d'Anvers sont excellents.

L'exploitation en régie pour les conserves destinées à l'armée est justifiée; il faut, en effet, que ces conserves inspirent à la troupe une confiance absolue et, d'autre part, qu'en temps de guerre nous puissions pourvoir nous-mêmes à nos besoins sans dépendre de l'étranger.

Il faut remarquer que la fabrique emploie du bétail acheté dans le pays et qu'ainsi les éleveurs nationaux sont favorisés.

La question de l'indemnité accordée à la musique du régiment des guides a été soulevée à nouveau.

La question a été transmise au Département de la Guerre sous cette forme :

QUESTION.

Pourquoi le 1^{er} régiment de guides reçoit-il 4,000 francs de plus, par an, pour allocation à sa musique, que le 2^e guides et chacun des six autres régiments de cavalerie ? Quel est l'effectif en exécutants (trompettes et élèves trompettes) des régiments de cavalerie ?

RÉPONSE.

La musique du 1^{er} régiment de guides s'est acquis une renommée européenne grâce aux éléments d'élite qui la composent.

Le groupement de cette phalange n'a pu s'effectuer et se maintenir qu'à la condition de rémunérer chaque exécutant comme il convient, et dans ce but il était indispensable d'accorder au corps une allocation supérieure à celle dont jouissent les autres régiments de cavalerie.

Au surplus, eu égard à sa situation spéciale, l'harmonie du 1^{er} régiment de guides comprend un effectif plus élevé en exécutants, ce qui occasionne également une charge plus considérable pour son budget.

L'effectif des musiques de cavalerie se monte à :

1^{er} régiment de guides : 60 exécutants, non compris le chef de musique ;

2^e régiment de guides : 42 exécutants, non compris le trompette-major ;

Les autres régiments de cavalerie : 34 exécutants, non compris le trompette-major.

*
* *

Il avait été dit de divers côtés que le Département de la Guerre avait l'intention de faire rejoindre par les écoles les États-majors des régiments.

Cette question méritait l'attention du Parlement, car pareille mesure aurait entraîné la suppression des nombreuses petites garnisons et notamment de celle d'Ath, Bouillon, Courtrai, Dinant, Huy, Mariembourg, Menin, Nivelles, Philippeville, Saint-Trond et Wavre.

Le rapporteur de la section centrale s'est enquis en ces termes des intentions du Gouvernement :

QUESTION.

Le Ministre de la Guerre se propose-t-il, comme il a été affirmé, de faire rejoindre les écoles auprès des États-majors des régiments ?

RÉPONSE.

Il n'est pas question de faire rejoindre par les écoles les États-majors des régiments.

Un membre de la section centrale a posé, en outre, quatre questions d'ordres divers.

La section centrale a autorisé le rapporteur à transmettre ces questions au Département de la Guerre au nom du membre qui les avait soulevées.

Ces questions sont, avec leur réponse, ci-après reproduites :

QUESTION.

Le Département de la Guerre est prié de faire établir :

1° Un tableau comparatif renseignant, d'une part, au 1^{er} décembre 1901, le nombre des officiers généraux et des colonels remplissant des fonctions de général, classés par emploi de même espèce ou par position; d'autre part, le nombre et les emplois de généraux à maintenir, à supprimer ou à conférer en temps de guerre;

2° Un relevé donnant, par arme ou par service, le nombre de colonels sur le pied de paix, et, en regard de l'arme ou du service dont ils sont issus, le nombre de généraux qui existaient au 1^{er} décembre 1901.

RÉPONSE.

Voir les deux tableaux ci-joints.

N. B. La répartition des commandements et la constitution des unités et des services à organiser en cas de mobilisation sont des questions d'ordre confidentiel et dont la solution dépend des circonstances; il n'est donc pas possible de faire connaître le nombre et les emplois de généraux à maintenir, à supprimer ou à conférer en temps de guerre.

Nombre des officiers généraux et des colonels, remplissant des fonctions de général, classés par emploi de même espèce ou par position.

Temps de paix.

GRADES ET POSITIONS.		NOMBRE.	OBSERVATIONS.
Lieutenants généraux.	Commandants de circonscription militaire et de division d'armée.	4	9 à la section d'activité.
	Commandants de division de cavalerie	2	2 — de réserve.
	Chef du corps d'état-major	1	11
	Inspecteur général de l'artillerie	1	
	Président du Comité d'études de la position fortifiée d'Anvers.	1	
	A la section de réserve.	2	
	Total	11	
Généraux majors.	Ministre de la Guerre	1	
	Inspecteur général des fortifications et du corps du génie.	1	
	Gouverneurs de position fortifiée.	2	
	Commandants de brigade d'infanterie	8	
	— — de cavalerie	3	
	Commandant d'artillerie de forteresse de la position fortifiée d'Anvers.	1	
	Commandants de l'artillerie des divisions d'armée . .	3	18 à la section d'activité.
	Directeur général de l'artillerie au Ministère de la Guerre.	1	4 — de réserve
	Chef d'état major de la position fortifiée d'Anvers. .	1	5 commd ^{ts} de province.
	Chef d'état-major du commandement supérieur de la cavalerie.	1	27
	Directeur des fortifications dans la 2 ^e circonscription militaire (Anvers).	1	
	Commandant la province du Hainaut	1	
	— l'école de guerre	1	
	— l'école militaire.	1	
	Attaché à la maison militaire du Roi.	1	
	Total	27	
Colonels.	Commandant le corps de la gendarmerie	1	
	Intendant militaire en chef.	1	
	Inspecteur général du service de santé	1	
	Commandant une brigade d'infanterie	1	
	— — de cavalerie	1	

RELEVÉ donnant, par arme ou par service, le nombre de colonels sur le pied de paix, et en regard de l'arme ou du service dont ils sont issus, le nombre de généraux qui existaient au 1^{er} décembre 1901.

ARMES ET SERVICES.	Colonels.	GÉNÉRAUX.			Observations.
		Lieutenant-général.	Général-major.	TOTAUX.	
Corps d'état-major	5	2	5	7	
Infanterie	10	4	8	12	
Cavalerie	8	3	5	8	
Artillerie	13	2	7	9	
Génie	5	»	2	2	
Gendarmerie	1 (1)	»	1(2)	1	1) Colonel ou lieutenant-colonel
Services administratifs	1	»	1	1	2) Issu de la cavalerie
Service de santé	4	»	1	1	

QUESTION.

Le département de la guerre est prié d'établir un état nominatif des officiers pensionnés qui, en sus de leur pension, reçoivent un traitement, une indemnité, ou une rétribution à charge du budget de la guerre ou d'une caisse, etc., ressortissant au département de la guerre avec indication :

1^o Du grade effectif de ces officiers au moment de leur pension ;

2^o De l'emploi qu'ils occupent ;

3^o Du montant de leur pension ;

4^o Du traitement, de l'indemnité ou de la rétribution qu'ils touchent annuellement du chef de leur emploi ;

5^o De l'indemnité annuelle de frais de bureau qu'ils reçoivent ;

6^o De l'indemnité de logement qui leur est payée annuellement, ou de l'évaluation du loyer du logement qu'ils occupent gratuitement dans un bâtiment de l'État ;

7^o Du montant des frais de déplacement, de route et de séjour reçus pendant l'année 1901.

RÉPONSE.

Les pensions, traitements et indemnités diverses des officiers pensionnés revêtus actuellement de fonctions ressortissant au Département de la guerre, se répartissent comme suit :

	Pensions	Traitements et indemnités diverses
École militaire . .	5,240	1,900
Ministère de la guerre	962	2,700
Institut cartographique militaire	11,058	11,778
Commission centrale d'expertise	48,193	27,100
Officiers de milice	85,798	53,000
Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée	5,400	5,600

QUESTION.

Les officiers, les adjoints du génie, au Congo, à l'État Indépendant du Congo, sont détachés à l'Institut cartographique militaire et payés par l'État Indépendant. Ces officiers, ces adjoints du génie sont revêtus d'un grade, mais ils n'occupent pas d'emploi, n'exercent aucune fonction dans l'armée ou dans un des services ressortissant au département de la guerre.

Comment se justifie la continuation du paiement à ces officiers et à ces fonctionnaires, de leur traitement, des indemnités de nourriture pour les chevaux ?

Si la mobilisation de l'armée devait être décrétée, quelle position assignerait-on à ceux qui sont au Congo, et comment seraient-ils suppléés ?

QUESTION.

L'année dernière, on a demandé au département de la guerre, que la contrôle il exerce pour s'assurer que les officiers possèdent effectivement les chevaux qu'ils sont tenus d'avoir, et pour la nourriture desquels ils reçoivent une indemnité.

Le département de la guerre a répondu que le contrôle est exercé au cours des exercices, des manœuvres et des inspections générales.

La réponse est incomplète. Elle ne vise pas les chevaux d'officiers appartenant à des services spéciaux et qui ne participent pas à ces opérations ou qui n'y prennent part que très rarement, ni les chevaux d'officiers détaché d'une manière permanente.

La Cour des comptes n'exerçant plus

RÉPONSE.

Les officiers et les adjoints du génie appartenant aux cadres actifs de l'armée et mis à la disposition de l'État Indépendant du Congo, sont détachés à l'Institut cartographique militaire. A moins de les léser gravement dans leurs droits acquis par leurs services antérieurs, tant au point de vue de leur avenir que de leur pension de retraite, ces officiers doivent être maintenus en activité de service, position dans laquelle ils continuent à toucher leur traitement.

Ces officiers sont placés dans les unités de réserve, position prévue par l'organisation de l'armée sur le pied de paix et dans laquelle ils ont droit à l'intégralité de leurs appointements et éventuellement à l'indemnité de nourriture pour leurs chevaux.

Au surplus, il n'en résulte aucune charge supplémentaire pour le budget.

Les officiers et fonctionnaires qui se trouveraient au Congo lors d'une mobilisation de l'armée ne seraient pas suppléés, attendu qu'ils seraient soumis aux mêmes conditions que tout militaire autorisé à résider en pays étranger.

RÉPONSE.

Il incombe aux autorités militaire sous les ordres desquelles sont placés les officiers montés, de s'assurer qu'ils possèdent le nombre de chevaux nécessaires pour leur service.

de contrôle sur les chevaux d'officiers, et ne pouvant donner à ce sujet aucun renseignement, des membres de la Chambre, qui ont la certitude que beaucoup de chevaux n'existent pas dans les services spéciaux, demandent, à titre d'exemple, que le département de la guerre leur fasse connaître, en ce qui concerne les officiers montés des trois services spéciaux ci-après qui comprennent le nombre le plus restreint de chevaux, et les officiers montés détachés à l'État Indépendant du Congo, combien ces officiers avaient réellement de monture en propriété à la date du 1^{er} décembre 1901, sur le nombre qu'ils sont tenus d'avoir en vertu des règlements :

	Nombre de montures que les officiers ci-contre avaient réellement en propriété à la date du 1 ^{er} décembre 1901.	Nombre de montures que ces officiers sont tenus d'avoir en vertu des règlements.
Art. 7 du budget. — Etat-Major des places :		
Officiers		6
Art. 8 du budget. — Service de l'intendance :		
Intendant en chef		2
Intendants		6
Sous-intendants de 1 ^{re} classe.		13
Art. 9 du budget. — Service de santé :		
Inspecteur général		2
Vétérinaire en chef		1
Officiers montés détachés à l'État Indépendant du Congo		37
		67
	* * *	

Les votes des sections se sont répartis comme suit :

1.	8 oui	8 non	
2.	9 —	3 —	3 abstentions
3.	11 —	4 —	
4.	6 —	7 —	2 —
5.	11 —	1 —	3 —
6.	7 —	4 —	2 —
	52 —	27 —	10 —

La section centrale a adopté l'ensemble du budget par 5 votes affirmatifs contre 1 abstention.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1902.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDELAFFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Henry DELVAUX.

MIJNE HEEREN,

De uitgaven, door de begrooting van oorlog voor het dienstjaar 1902 voorzien, zijn 133,945 frank lager dan die voor het dienstjaar 1901.

De gewone uitgaven komen overeen uit. De begrooting voorziet inderdaad deze verhoogingen :

ART. 2. — Regelmatige verhooging van jaarwedde aan burgerlijke beambten : 12,900 frank.

ART. 12. — Overeenbrengen van de kredieten gevraagd voor soldij en toebehooren der artillerie met dezelfde uitgaven in 1900 : 63,000 frank.

ART. 13. — Idem voor de genie-bureelkosten : 19,600 frank.

ART. 14. — Idem voor het bataljon van administratie — twee gasthuis-
wonnen, bij het krijgshospitaal te Ieperen : 11,800 frank.

ART. 15. — Verhooging van den prijs per dag onderhoud in de hospi-
talen : 61,200 frank.

ART. 25. — Onderhoud en herstellingen aan de gebouwen van den slaping-
dienst : 10,875 frank.

ART. 26. — Uitgaven voor het onderhouden van het paardentuig der bere-
den regimenten : 53.000 frank.

ART. 28. — Wijziging in het verwarmen en verlichten van de wacht-
lokale en gebouwen, verwarmd op Staats kosten : 20,000 frank.

(1) Begrooting, nr 4, IX.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren NERINGX, voorzitter, HENRY DELVAUX, DESMAI-
SIÈRES, PETIT, HUBIN, VERSTYLEN, PITSAER.

ART. 33. — 1^o 6,000 frank verhooging voor schade aan eigendommen en landerijen toegebracht door de troepen die manœuvreeën in de nabijheid der garnizoenen; 2^o verhooging van 3,800 frank voor het aankopen van vaandels voor de maatschappijen van oud-militairen. Te zamen, 9,800 frank.

De gewone uitgaven zijn dus met 262,175 frank verhoogd.

Anderzijds verminderden zij met dezelfde som, en wel als volgt :

ART. 6. — Pensioen toe te kennen aan eenen luitenant-generaal, tijdelijk in werkelijken dienst gehouden : fr. 19,907-50.

ART. 24. — Vermindering ten gevolge van eene nieuwe bepaling van het getal dagen marsch en van verblijf in de hospitalen, evenals van de sommen af te trekken, voor de manschappen die met klein verlof gaan. De nieuwe ramingen komen overeen met de inlichtingen verstrekt door de korpsen en door de verslagen over 't rekenplichtig beheer voor 1901 : fr. 242,207-50.

Te zamen 262,715 frank.

De uitzonderlijke uitgaven zijn 133,945 frank lager dan het krediet in 1901 uitgetrokken; zij bedragen thans 6 miljoen frank, tegen 6 miljoen 133.945 frank in 1901. Die 6 miljoen zijn onderverdeeld als volgt :

ART. 54. — Inrichting van schietbanen : 30,000 frank.

ART. 33. — Kerk in het kamp : 140,000 frank.

ART. 36. — Aankoop van grond en optrekken van een gebouw vóór den dienst der centrale Keurings commissie : 300,000 frank.

ART. 37. — Militaire banen te Luik en te Namen : fr. 216,694-15.

ART. 38. — Uitbreiding van de militaire slachterij te Antwerpen : 142,000 frank.

ART. 39. — Bewapening : 1,335,300 frank.

ART. 40. — Aankoop van den noodigen grond tot het optrekken van een voedermagazijn te Brugge : 35,000 frank.

ART. 41. — Verbetering der kazerneering : 1^o fr. 3,478,005-87 voor het voltooien der nieuwe aangevangen gebouwen, te Brussel, Antwerpen, Bergen, Doornik, Luik, Gent, Kortrijk en Namen, en 2^o 250,000 frank voor verbeteringswerken aan de bestaande kazernen, te zamen fr. 3,728,005-87.

ART. 42. — Aanvulling van het belegeringsmateriëel voor de eerste vestinglijn te Antwerpen : 14,000 frank.

ART. 43. — Aankoop van grond om te dienen tot oefenplaats voor de veldwerken der troepen ter citadel te Luik : 17,000 frank.

ART. 44. — Aanvulling van bewapening en benodigdheden voor den dienst van het schieten en van de electriche verlichting in de werken der Maas : 42,000 frank.

Te zamen : 6 miljoen frank.

*
* *

De begrooting van oorlog lokte weinig bespreking uit in de afdeelingen en in de middenafdeeling.

De afdeelingen maakten heel weinig opmerkingen. In de 1^{ste}, 3^e en 6^e, geene enkele. De 5^e vroeg eenvoudig hoeverre het staat met het vernieuwen van de veldartillerie.

De opmerkingen der 2^e en der 4^e afdeelingen betreffen namelijk : het inschrijven op de Begrooting van de jaarwedden der officieren die in Congo verblijven ; het toekennen van twee maanden wedde aan de officieren die op pensioen worden gesteld ; de herinrichting der kaders ; de herinrichting van de intendantie en het raadzame om de private nijverheid te laten mededingen, mits dat men evenwel de inlandsche producten bevoordeelen zou ; het verminderen en zelfs — naar een collega verlangt — het intrekken van den bruidschat, vereischt voor het huwen van officieren ; de strenge tucht bij 't leger en het gemis van verhouding tusschen de misdrijven, door soldaten begaan, en de beteugeling ; de vergoedingen, aan de soldaten te betalen, die onder den dienst ziek worden, of wier vroegere ziekte erger wordt ; eindelijk het weglaten van de nota bij artikel 6 en 14 gevoegd, krachtens welke het Ministerie van Oorlog gemachtigd is overdrachten te doen onder de verschillende artikelen.

*
* *

Dat bedoeld onderzoek zoo kort was, is hieraan te wijten dat, van den eenen kant, onze zittijd dit jaar heel kort moet zijn, uit hoofde van de herkiezing van de helft der Kamer en dat, van den anderen kant, de nieuwe militiewet wijzigingen zal teweeg brengen in de Begrooting van Oorlog voor toekomend dienstjaar.

Niet zonder belang is het, te dezer gelegenheid aan te merken dat de nieuwe wet rekening hield met de herhaalde opmerkingen der middenafdeeling voor de Begrooting van Oorlog, waarbij werd aangedrongen op het nemen van ernstige maatregelen voor eene betere werving van het lagere kader.

Zoo sprak in 1899 de verslaggever der middenafdeeling ter Kamer :

« Onze officieren zijn zoo geleerd als ijverig. en onze soldaten zijn zeer lijdzaam. Doch goede officieren en goede soldaten hebben is niet genoeg ; eerst en vooral zijn er goede onderofficieren noodig. Welnu, op dat gebied blijft er nog veel te doen ; ten bewijze daarvan het verslag, verleden jaar overgelegd door den heer L. Visart de Bocarmé, wiens bijzondere bevoegdheid niemand betwisten zal.

» Het werven van onderofficieren, dat reeds heel lastig is, zegde hij, dreigt onmogelijk te worden. »

Onderofficieren worden vooral geworven onder de vrijwilligers. Welnu, reeds vroeger verklaarde ik, dat er niets werd gedaan om vrijwillige dienstneming aan te moedigen.

Het verslag der middenafdeeling zegde insgelijks in 1900 :

« Het werven en de toestand der officieren is een tweede en hoogst gewichtig vraagstuk, dat insgelijks een spoedig onderzoek vergt. Zij die tot het leger behooren en er belang in stellen, erkennen eenparig dat er gron-

dige veranderingen dienen toegebracht in den toestand der onderofficieren.

Het belang van 't leger zelf is, — zooals wij vroeger reeds bewezen, — innig verbonden aan het bevorderen van vrijwillige dienstdiening.

Nagenoeg al de onderofficieren, en wel de besten onder hen, worden genomen onder de vrijwilligers.

Zoo de heer Minister van Oorlog ernstige maatregelen nam om meer vrijwilligers te hebben, hij zou eenen dubbelen uitslag bekomen: diegenen — en ze zijn talrijk — bevredigen, welke meer vrijwillige en minder gedwongene soldaten verlangen en anderzijds, aan de bevelhebbers der compa-
gniën betere en talrijkere manschappen bezorgen om onderofficieren uit te kiezen.

Om meer vrijwilligers aan te werven, worden verschillende middelen aangeduid; een der doelmatigste ware voorzeker de vrijwilligers van het contingent eene vergelding toe te kennen, in verhouding tot hunnen dienst-
tijd.

Dat vraagstuk raakt het Ministerie van Financiën. Wil dit laatste geene oplossing aan de Kamer voorstellen, dan zullen leden der Kamer het waar-
schijnlijk eerlang doen.

Een ander middel om den vrijwilligersdienst te bevorderen, is den duur van de dienstdiening te verkorten.

Als maatregelen om de huidige onderofficieren bij 't leger te houden, herinnert de middenafdeeling aan den heer Minister: de vergelding in ver-
houding tot het getal dienstjaren en hunnen toestand, de premieën voor
nieuwe dienstdiening, het gemak verleend om te huwen, het verbeteren van
de huisvesting van gehuwde onderofficieren, of het toekennen eener ver-
goeding voor huisvesting, meerder gemak voor hen die in staat zijn officier
te worden, enz., enz.

De achtbare minister hield zich overigens onledig met den toestand der
onderofficieren.

Met genoegen vernamen wij dat hij, zoodra hij het ambt van minister op
zich nam, de korpsversten om hun gevoelen over de te nemen maat-
regelen had gevraagd.

Die goede bedoelingen worden bevestigd door onderstaand antwoord op
deze vraag der middenafdeeling :

« Heeft het Ministerie van Oorlog, sedert de behandeling der Begrooting
van 1899, eenige maatregelen genomen ten voordeele van de onderoffi-
cieren ?

» Wil de heer minister zeggen wat hij in dien zin denkt te doen ? »

Antwoord.

« Geen enkele gewichtige maatregel werd in 1899 genomen voor het
verbeteren van den toestand der onderofficieren, doch, zoodra ik aan het
Departement van Oorlog kwam, werd alles wat daarmede in verband staat
ter studie gelegd. De bevoegde militaire overheden werden geraadpleegd en
hare voorstellen worden thans erustig onderzocht.

't Spreekt vanzelf dat dit gewichtig vraagstuk niet op korten tijd kan

opgelost worden en het ware vermetel reeds nu omstandig de maatregelen aan te duiden welke men beoogt. »

In 1901 drong de middenafdeeling andermaal aan, en vroeg wat het voor het Ministerie van Oorlog zou kosten al de gehuwde onderofficieren vergoeding voor huisvesting te geven, en wat verhindert eene pensioenkas voor weduwen en weezen der onderofficieren van beroep in te richten.

De nieuwe wet verleent ernstige voordeelen aan de vrijwilligers en zal het getal aspirant-onderofficieren merkkelijk vermeerderen.

Wanneer de korpsoversten meer en betere kandidaten vinden, zullen zij eene keus kunnen doen, wat thans niet mogelijk is, en aldus veel beter het ondergeschikt kader kunnen aanwerven.

De middenafdeeling is van oordeel dat, in dit opzicht hare, vroegere wenschen in ruimere mate werden ingewilligd en twijfelt er niet aan of de nieuwe wet zal degelijke uitslagen voor 't leger opleveren.

* *

In de middenafdeeling werd gesproken over de nota, waarbij de overdrachten worden toegelaten. Een lid vroeg dat zij ingetrokken zou worden, andere leden deden opmerken dat dit vraagstuk reeds vroeger was opgelost.

De middenafdeeling stelde trouwens in 1900 deze vraag :

« Het verslag eener afdeeling vraagt vermeerdering van het getal artikelen, om de verschillende uitgaven van naderbij te kunnen onderzoeken.

» Een lid betreurde dat de uitgaven, in de Begrooting opgesomd, niet genoeg zijn uitgelegd en acht het een echt misbruik de Begrooting in zulke omstandigheden te doen aannemen; tevens betreurt hij dat alles wat het besteden der gelden betreft, niet genoeg wordt uitgelegd. »

Antwoord.

« Tijdens de behandeling der Begrooting van Oorlog voor 1899, verwierp de Kamer een amendement, strekkende om onderscheidene artikelen te maken van iedere der littera's die thans onderverdeelingen zijn van de artikelen betreffende de jaarwedde en de soldij der troepen.

« De Begrooting van Oorlog wordt opgemaakt overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Februari 1848, tot regeling van den vorm der begrootingen. De ramingen geschieden, per diensttakken waarmede de artikelen overeenkomen.

» Voor de toelichting der artikelen door littera's en andere onderverdeelingen, die enkel strekken om de Kamers in te lichten ten einde de uitgetrokken kredieten te beoordeelen, overdrijft zelfs — mag men zeggen — het Ministerie van Oorlog het naleven van de voorgeschreven verordeningen. »

Een ander lid voegt er bij dat de Rekenkamer een nauwgezet onderzoek toelaat en zoo werd er niet verder aangedrongen.

* *

Anderzijds werd gevraagd waarom de onderofficieren, korporaals en

soldaten, die naar huis worden gezonden, geene vergoeding krijgen zooals die welke thans verleend wordt aan de officieren die op pensioen zijn gesteld.

Het achtbaar lid dat deze vraag stelt, voegt er overigens bij, dat hij die laatste schikking niet afkeurt, doch dezer uitbreiding vraagt.

De middenafdeeling richtte dienaangaande de volgende vraag tot de Regeering :

« Op welk artikel der Begrooting wordt de noodige som genomen om de vergoeding van twee maanden wedde te schenken aan officieren die op pensioen worden gesteld? Denkt de heer Minister dat die maatregel dient uitgebreid tot de onderofficieren, brigadiers, korporaals en soldaten wier diensttijd uit is? »

Ziehier het antwoord :

Die vergoedingen worden genomen op het artikel waarmede het wapen of de dienst waartoe de belanghebbende officier behoort, in verband staat.

Sedert vele jaren kunnen militairen, beneden den graad van officier, die gehuwd zijn of weduwnaar met kinderen, en op pensioen worden gesteld, eene tegemoetkoming krijgen, om de kosten eener nieuwe huisinrichting te dekken.

Door de aanstaande uitbreiding van de vergelding tot de vrijwilligers en tot hen die bijteekenen, zal er ter Spaarkas een fonds ontstaan, dat de rechthebbenden kunnen aanspreken, wanneer zij 't leger verlaten.

Als gevolg van het debat in de tweede afdeeling, over de intendantie, stelde de middenafdeeling eerst deze vraag :

« Is het Ministerie van Oorlog niet vanzins de intendantie herin te richten? Is het plan daartoe bepaald? Kan de heer Minister het aan de middenafdeeling niet mededeelen? »

Daarop werd geantwoord, dat het Ministerie van Oorlog niet voornemens is de intendantie herin te richten. Het heeft eene nieuwe indeeling der kaders ter studie gelegd, alsmede het toekennen van andere ambten aan de leden van het huidig personeel?

Vervolgens :

Levert de Antwerpsche fabriek van verduurzaamde levensmiddelen voor 't leger voldoende nitslagen op? Waarom verkiest het Ministerie van Oorlog niet de medediging te vragen tusschen burgerlijke leveranciers?

Ziehier het antwoord :

De voortbrengselen der fabriek te Antwerpen, van verduurzaamde eetwaren voor 't leger, zijn uitmuntend.

De redenen tot het eigen beheer van die fabriek zijn, dat het leger volle vertrouwen moet kunnen stellen in die verduurzaamde eetwaren en dat wij, anderzijds, in oorlogstijd, zelf in onze behoeften moeten kunnen voorzien, zonder van den vreemde af te hangen.

Er dient opgemerkt, dat de fabriek veel aankoopt in het land, zoodat onze inlandsche veefokkers worden bevoordeeld.

Het vraagstuk van de vergoeding aan het muziekkorps van het gidsen-regiment werd opnieuw opgeworpen.

De volgende vraag werd het Ministerie van Oorlog overgemaakt :

VRAAG.

Waarom krijgt het 1^{ste} regiment gidsen 4,000 frank meer per jaar voor zijn muziekkorps dan het 2^e regiment gidsen en ieder der zes andere regimenten cavalerie? Hoeveel leden zijn er (trompetters en leerlingen-trompetters) bij de cavalerie-regimenten.

ANTWOORD.

Het muziekkorps van het 1^{ste} regiment gidsen is Europa door bekend geraakt, dank aan zijne uitstekende bestanddeelen.

Dit keurkorps kon maar ingericht en in stand gehouden worden, mits ieder lid behoorlijk werd bezoldigd en daartoe was het onontbeerlijk dat muziekkorps meer toe te kennen dan de andere regimenten cavalerie.

Uit hoofde van zijnen bijzonderen toestand, telt overigens bedoeld muziekkorps meer leden, wat insgelijks zijne begrooting verhoogt.

De muziekkorpen bij de cavalerie tellen :

1^{ste} regiment gidsen : 60 leden, zonder den kapelmeester ;

2^e regiment gidsen : 42 leden, zonder den trompetter-majoor ; de andere regimenten : 34 leden zonder den trompetter-majoor.

*
* *

Er was meermaals gezegd dat het Ministerie van Oorlog voornemens was den staf der regimenten te doen vervoegen door de scholen.

Dit wettigde de aandacht der Kamer, want werd dergelijke maatregel genomen, een aantal kleine garnizoenen, met name te Ath, Bouillon, Kortrijk, Dinant, Hoei, Marienburg, Meeuwen, Nijvel, Philippeville, Sint-Truiden en Waver, zouden afgeschaft worden.

De verslaggever der middenafdeeling stelde dienaangaande de volgende vraag aan de Regeering :

VRAAG.

Is de Minister van Oorlog voornemens, zooals werd bevestigd, den staf der regimenten door de scholen te doen vervoegen ?

ANTWOORD.

Daarvan is hoegenaand geen spraak.

Een lid der middenafdeeling stelde daarenboven vier vragen van verschillende aard.

De middenafdeeling machtigde den verslaggever die vragen over te maken aan het Ministerie van Oorlog, namens het lid die ze had geopperd.

Die vragen, met hun antwoord, zijn de volgende :

VRAAG.

Aan 't Ministerie van Oorlog wordt het opmaken gevraagd van :

1^o Eene vergelijkende tabel met de opgave, eenerzijds, op 1 December 1901, van het getal officieren-generaal en kolonels die het ambt vervullen van generaal, gerangschikt per ambt van denzelfden aard of per betrekking; anderzijds, van het getal en van de ambten van generaal, te behouden, af te schaffen of te begeben in oorlogstijd;

2^o Eene opgave met, per wapen of per dienst, het getal kolonels op vredesvoet, en met het oog op het wapen of den dienst waarvan ze uitgingen, het getal generaals op 1 December 1901.

ANTWOORD.

Zie de twee hierbijgevoegde tabellen.

N. B. Het indeelen van het bevelheerschap en, het inrichten der eenheden en der diensten in geval van mobielmaking, zijn vraagstukken van vertrouwelijkheid aard, welke oplossing afhangt van de omstandigheden; dus is 't niet mogelijk het getal en de ambten van generaal te doen kennen, welke in oorlogstijd te behouden, af te schaffen of te begeben zijn.

*Getal officieren-generaal en kolonels, die het ambt van generaal waarnemen ;
gerangschikt per ambt van denzelfden aard of per betrekking.*

Vredestijd.

GRADEN EN BETREKKINGEN.		GETAL.	AANMERKINGEN.
Luitenant-generaals.	Bevelhebbers van militaire omschrijving en van legerafdeeling,	4	9 in werkelijken dienst.
	Bevelhebbers van cavalerieafdeeling.	2	2 bij de reserve.
	Korpsdverste bij den staf	1	11
	Inspecteur-generaal bij de artillerie.	1	
	Voorzitter van het Studiecomité der vesting Antwerpen.	1	
	Bij de reserve	2	
	Totaal	11	
Generaals-majors.	Minister van Oorlog	1	
	Inspecteur generaal van de vestingen en van het geniekorps	1	
	Gouverneurs van versterkte stellingen	2	
	Bevelhebber eener brigade infanterie.	8	
	— — — cavalerie	3	
	Bevelhebber van vestingartillerie ter vesting Antwerpen.	1	
	Bevelhebbers der artillerie van de legerafdeelingen. .	3	18 in werkelijken dienst
	Directeur-generaal der artillerie bij 't Ministerie van Oorlog.	1	4 bij de reserve.
	Stafoverste der vesting Antwerpen	1	5 bevelh. van provincie.
	Stafoverste van het hoofdbevelhebberschap der cavalerie	1	27
	Beheerder der vestingen in de tweede militaire omschrijving (Antwerpen).	1	
	Bevelhebber der provincie Henegouw	1	
	— — Krijgsschool	1	
	— — Militaire school	1	
	Geattacheerde bij 's Konings militair Huis	1	
	Totaal	27	
Kolonels.	Bevelhebber van het korps gendarmerie.	1	
	Hoofd-intendant bij 't leger	1	
	Inspecteur-generaal van den gezondheidsdienst . .	1	
	Bevelhebber eener brigade infanterie	1	
	— — — cavalerie	1	

OPGAVE, per wapen of per dienst, van 't getal kolonels op vredesvoeten, met het oog op het wapen of den dienst waarvan zij uitgingen, het getal generaals op 1 December 1891.

WAPENS EN DIENSTEN.	Kolonels.	GENERAALS.			Opmerkingen.
		Luitenant-generaal.	Generaal-majoor.	TOTAAL.	
Staf	5	2	3	7	
Infanterie	20	4	8	12	
Cavalerie	8	3	3	8	
Artillerie	15	2	7	9	
Genie	5	»	2	2	
Gendarmerie	1 (1)	»	1 (2)	1	(1) Kolonel of luitenant-kolonel.
Bestuursdiensten.	4	»	1	1	(2) Kwam van de cavalerie.
Gezondheidsdienst	4	»	1	1	

VRAAG.

Het Ministerie van Oorlog wordt verzocht eenen staat op te maken met de namen der op pensioen gestelde officieren, die boven hun pensioen eene jaarwedde trekken, eene vergelding of eene bezoldiging, ten laste van de Begrooting van Oorlog of van eene kas, enz., in verband met het Ministerie van Oorlog, benevens aanduiding van :

- 1^o Den wezenlijken gra d der officieren, bij den aanvang van hun pensioen;
- 2^o De betrekking die zij bekleeden;
- 3^o Het bedrag van hun pensioen;
- 4^o De jaarwedde, vergelding of bezoldiging, uit hoofde hunner betrekking jaarlijks ontvangen;
- 5^o De jaarlijksche vergoeding, hun voor bureelkosten betaald;
- 6^o De vergoeding voor huisvesting, hun jaarlijks betaald, of de schatting van de huur der woning welke zij kosteloos betrekken in een gebouw van den Staat;
- 7^o Het bedrag der verplaatsing-, reis- en verblijfkosten, door hen in 1901 ontvangen.

ANTWOORD.

De pensioenen, jaarwedden en allereerste vergeldingen, betaald aan pensioentrekkende officieren, die thans eene betrekking bekleeden ahangende van het Ministerie van oorlog, zijn de volgende:

	Pensioenen.	Jaarwedden en verscheiden vergelding.
Militaire school	5,240	1,900
Ministerie van oorlog	962	2,700
Krijgskaat - Instituut	11,038	11,778
Middencommissie voor keuring.	48,193	27,100
Militie-officieren	83,798	53,000
Kas voor weduwen en weezen van officieren des legers	5,400	3,600

VRAAG.

De officieren, de adjuncten bij de genie, in Congo, in den Onafhankelijken Congo staat, zijn gedetacheerd bij het Krijgskaat-Instituut en door den Onafhankelijken Staat betaald. Die officieren, die adjuncten der genie hebben eenen graad doch zij bekleeden geene betrekking, oefenen hoegenaamd geen ambt uit bij 't leger of in eenen der diensten, afhangende van 't Ministerie van Oorlog.

Waarop steunt men, om die officieren en ambtenaren bij voortduring hunne jaarwedde te betalen, alsmede vergoeding wegens voeder van paarden?

Moest het leger mobiel gemaakt worden, in welken toestand zouden zij die in Congo zijn, verkeer en hoe zou men hen vervangen?

VRAAG.

Verleden jaar werd aan 't Ministerie van Oorlog gevraagd welk toezicht het uitoefent, om te weten of de officieren werkelijk de noodige paarden bezitten waartoe zij verplicht zijn, en voor welker voeder vergoeding wordt betaald.

Het Ministerie van Oorlog antwoordde, dat bedoeld toezicht word uitgeoefend tijdens de oefeningen, de legerverrichtingen en de algemeene inspecties.

Dat antwoord is ontoereikend. Het bedoelt de paarden niet van officieren tot bijzondere diensten behoorende, en die geen of heel zeldzaam deel nemen aan die verrichtingen, evenmin als de paarden van officieren die bestendig gedetacheerd zijn.

Daar de Rekenkamer geen toezicht

ANTWOORD.

De officieren en de adjuncten bij de genie die tot de werkelijke kaders van 't leger behooren en ter beschikking van den Onafhankelijken Congo Staat werden gesteld, zijn gedetacheerd bij het Krijgskaat-Instituut. Wil men niet erg te kort komen aan hunne verworven rechten, gezien hunne vroegere dienstjaren, met het oog zoove op hunne toekomst als op hun later pensioen, dan moeten die officieren in werkelijken dienst behouden worden en dan ook voort hunne jaarwedde trekken.

Die officieren zijn bij de reserve-eenheden geplaatst, betrekking voorzien door de inrichting van 't leger op vredesvoet, welke hun recht geeft op algeheele jaarwedde en desnoods op vergoeding wegens 't voeder van hunne paarden.

Dat brengt echter geen meerderen last bij voor de begrooting.

De officieren en ambtenaren die in geval van mobielmaking van 't leger, in Congo zijn, zouden niet vervangen worden, vermits zij in dezelfde voorwaarden verkeer en als elk militair die gemachtigd is in den vreemde te verblijven.

ANTWOORD.

Het hoort aan de krijgsoverheid, onder welker bevel de bereden officieren staan, te onderzoeken of zij het noodige getal paarden bezitten voor hunnen dienst.

meer uitoefent over de paarden der officieren en dienaangaande geene enkele inlichting kan geven, wordt door leden der Kamer, die er zeker van zijn, dat vee paarden in de bijzondere diensten niet bestaan, als voorbeeld gevraagd, dat het Ministerie van Oorlog hun, aangaande de bereden officieren der hieronder aangeduide bijzondere diensten, waarbij het minst getal paarden wordt vereischt, en de bereden officieren gedetacheerd bij den Onafhankelijken Congo Staat, zou bekend maken hoeveel paarden die officieren werkelijk in bezit hadden op 1 December 1901, alsmede het getal paarden die zij krachtens de verordeningen moeten hebben :

	Getal paarden die de vermelde officieren werkelijk in bezit hadden op 1 December 1901.	Getal paarden door de verordeningen vereischt.
Art. 7 der begrooting. — Staf der plaatsen :		
Officiers		6
Art. 8 der begrooting. — Intendantie-dienst :		
Hoofd-intendanten		2
Intendanten		6
Onder-intendanten van 1 ^{ste} klas . . .		15
Art. 9 der begrooting. — Gezondheidsdienst :		
Inspecteur generaal		2
Oppervecards		1
Bereden officieren, gedetacheert bij den Onafhankelijken Congo staat . . .		37
		<u>67</u>

* * *

De afdeelingen brachten de volgende stemmingen uit :

1.	8 ja	8 neen	
2.	9 —	3 —	3 onthoudingen.
3.	11 —	4 —	
4.	6 —	7 —	2 —
5.	11 —	1 —	3 —
6.	7 —	4 —	2 —
	<u>52 —</u>	<u>27 —</u>	<u>10 —</u>

De middenafdeeling nam de begrooting in haar geheel aan met 5 stemmen tegen 1 onthouding.

De Verslaggever,

HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,

NERINCX.